



(Atténuation / Adaptation)

François Thomazeau, Directeur de programme I Collectivités locales et Adaptation au changement climatique

L'Institut de l'économie pour le climat

14CE en chiffres









8 000 +
Abonnés
à la newsletter



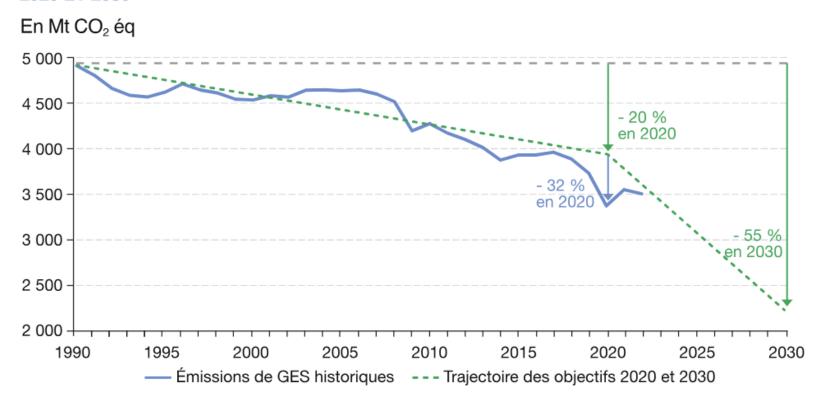
16 500 + in
Abonnés
sur Linkedin

Notre Mission

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) est une association experte de l'économie et de la finance, initiative de l'AFD et de la Caisse des Dépôts, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques. Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques publiques liées au climat.

Du « consensus scientifique » à la gouvernance mondiale du climat – le « Green Deal »

ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS DE GES DANS L'UE À 27 ET TRAJECTOIRE DES OBJECTIFS 2020 ET 2030

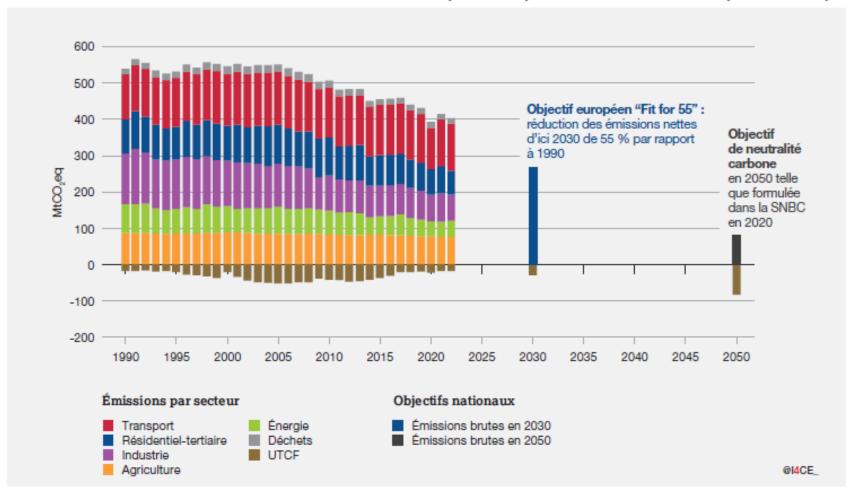


Note : la flèche bleue correspond à l'évolution des émissions de GES par rapport à 1990, les flèches vertes correspondent aux objectifs 2020 et 2030.

Sources: AEE et Commission européenne, 2024

Le cadre national hésitant de la « planification écologique »

FIGURE 5. ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN FRANCE (1990-2022) ET OBJECTIFS NATIONAUX (2030 ET 2050)



Les incidences macro-économiques de l'action pour le climat (Pisani-Ferry / Mahfouz, 2023)

LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES DE L'ACTION POUR LE CLIMAT

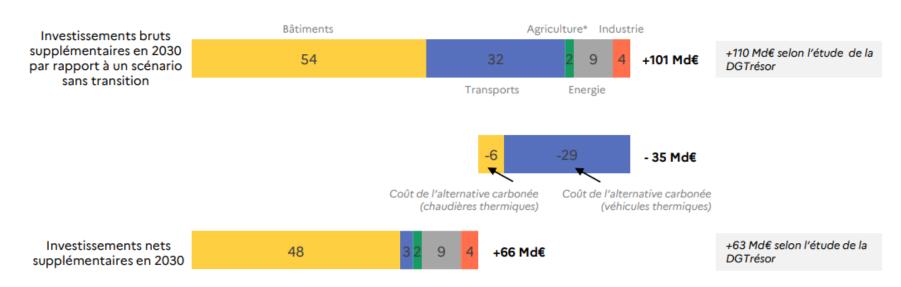
Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz

- Un bouleversement équivalent à celui des révolutions industrielles passées mais plus globale, plus rapide, appelant une action publique renforcée.
- Un terrain académique en constate évolution. Un point consensuel : l'atteinte de la neutralité carbone suppose des investissements considérables (production d'énergie, efficacité énergétique, innovation technologique, infrastructures de la sobriété)
- Coût économique lié au ralentissement de la productivité.
- Une transition spontanément inégalitaire. Or, le coût économique ne sera acceptable que s'il est équitablement réparti
- Un impact considérable sur les finances publiques (dont locales). Baisses de recettes, besoins en hausse.

RAPPORT

Les ordres de grandeur sur les besoins en investissement pour l'atténuation sont désormais consensuels

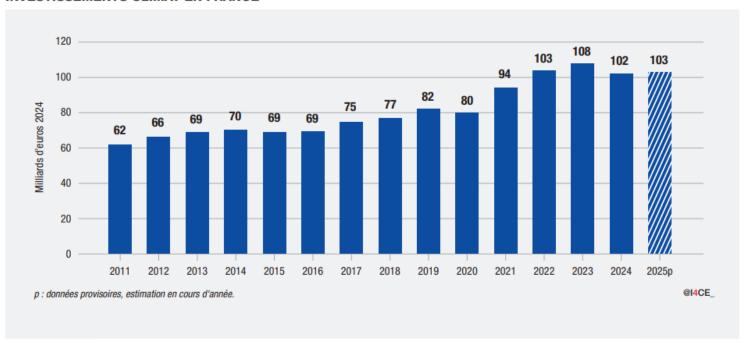
Rapport Pisani-Ferry/Mafhouz (2023)



Un consensus se dégage autour d'un besoin de l'ordre de $+100 \text{ Md} \in \text{bruts}$ en 2030, qui est réduit à entre $+63 \text{ Md} \in \text{mod} = 100 \text{ Md} \in \text{mo$

Or, une dynamique d'investissement qui se tasse après dix années d'accélération continue

INVESTISSEMENTS CLIMAT EN FRANCE



+87
milliards d'euros

d'investissements publics et privés pour atteindre les objectifs climat à 2030 +52 milliards d'euros

de dépenses publiques supplémentaires pour répondre au déficit d'investissement climat sans action de maitrise des dépenses +18 milliards d'euros

de dépenses publiques supplémentaires en déployant des mesures ciblées pour reporter les efforts de financement vers les ménages et les entreprises

L'adaptation : un sujet très lointain ... qui devient très actuel

POLITICO

Reportage

A Gérardmer, plus d'eau potable pendant quarantehuit heures, les vacances à l'heure du dérèglement climatique

Article réservé aux abonné

La pénurie d'eau dans cette station balnéaire des Vosges réveille l'angoisse du changement climatique en même temps que les clivages entre résidents et touristes. Alors que les ressources s'évaporent, l'absence de solution pérenne laisse planer l'incertitude sur l'accès à l'eau dans un futur proche.

Incendies : des entreprises «libèrent» leurs salariés pompiers volontaires

Par Le Figaro avec AFP Publié le 12/08/2022 à 10:52, mis à jour le 12/08/2022 à 11:01

- « L'été de la fin de l'insouciance » ? LeMonde.fr
 - « Un été comme aujourd'hui est un été moyen des années 2040« Jean Jouzel
 - « Le calendrier s'accélère » Robert Vautard

Canicule : Marine Le Pen et Éric Ciotti veulent un «grand plan pour la climatisation»

Par Le Figaro avec AFP Le 30 iuin 2025 à 17h41

Vers une proposition de loi transpartisane pour éliminer les « bouilloires thermiques », ces logements qui deviennent invivables à cause de la chaleur

La Fondation pour le logement des défavorisés publie une étude sur les logements inadaptés aux fortes chaleurs, jeudi. Sept groupes parlementaires sont en passe de déposer un texte sur la question à l'Assemblés.

Publié le 26 juin 2025 à 17h07, modifié le 27 juin 2025 à 17h15 - 💍 Lecture 3 min

Lecture 5 min. - Read in English

Incendies : Gironde, Jura, Maine-et-Loire, Brocéliande... Où en est-on ce mardi ?

Alors que plus de 60 000 hectares ont déjà brûlé en France en 2022, un chiffre historiquement haut, on fait le point sur les différents incendies en cours dans l'Hexagone en ce mardi 16 août 2022.

Ouest-France
Paul GRATIAN.
Modifié le 16/08/2022 à 13h32
Publié le 16/08/2022 à 12h35



 Les citoyens font désormais le lien entre les dégâts qu'ils observent et le changement climatique » Laurence Tubiana Challenges
Climat
Nous allons
changer de vie

ANALYSE



Spain's 'monster' floods expose Europe's unpreparedness for climate change

War in Ukraine French political crisis Newsletters Podcasts Poli of Polis Policy news Events

National government blamed local authorities after at least 92 people died as heavy rainfall swept through homes, shops and roadways.

D LISTEN

C SHAR

Free article usually reserved for subscribers



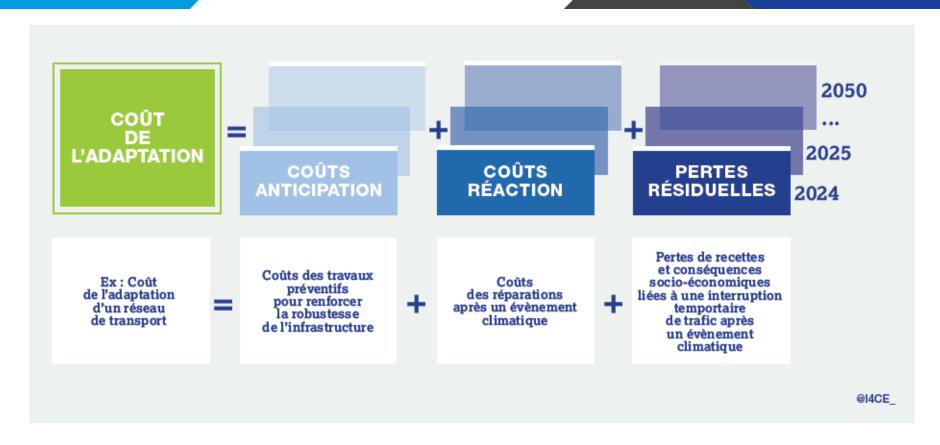
Flood experts is mented the failure to adequately wern those in harm's way. | David Remos/Getty Imag

Les incendies de Los Angeles ne sont pas une catastrophe naturelle

Ce qualificatif est un leurre qui déresponsabilise l'humanité, évoquant des colères de la planète face auxquelles nous serions impuissants. L'exposition et la vulnérabilité découlent en réalité de choix humains.

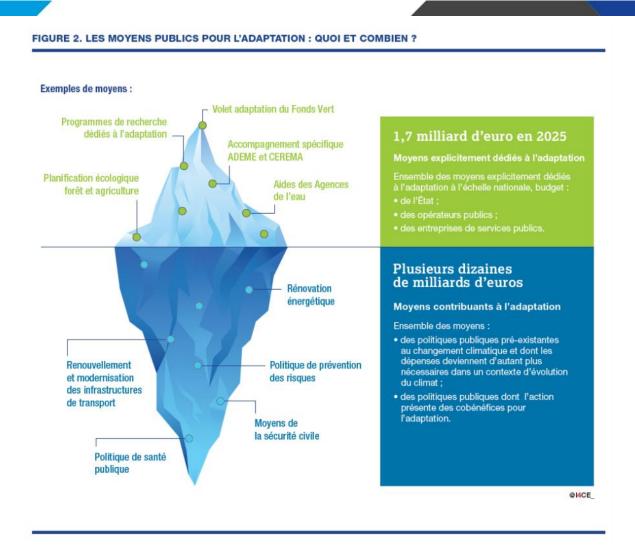
Publié le 16 janvier 2025 à 05h00, modifié le 16 janvier 2025 à 06h24 | 🐧 Lecture 3 min.

Des coûts qui augmentent dans des proportions préoccupantes, un débat qui reste à structurer



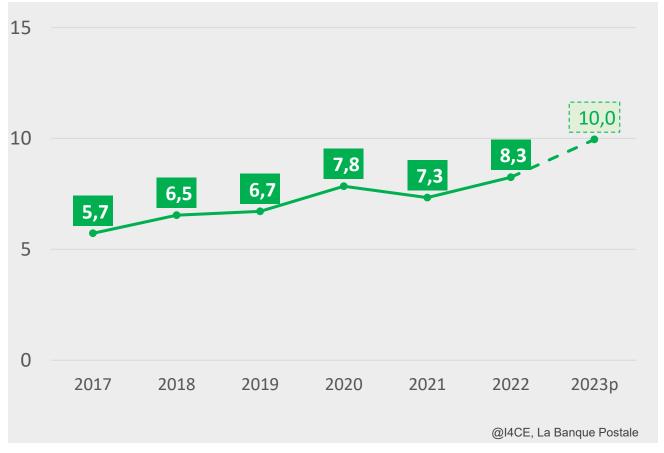
=> Une question préalable : que veut-on conserver ? Que veut on transformer, réinventer, recomposer... abandonner ?

Moyens dédiés à l'adaptation / moyens contribuant à l'adaptation

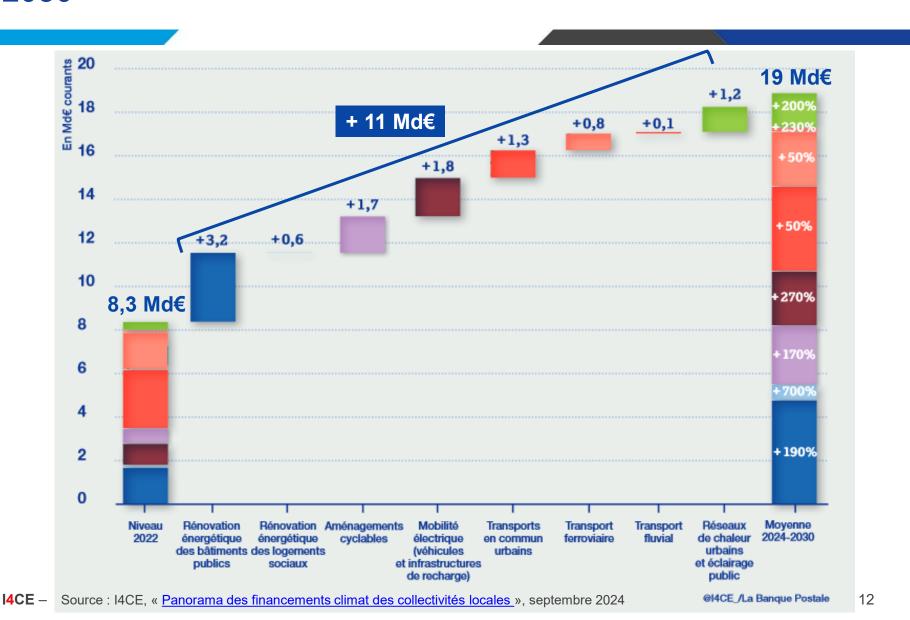


Investissements climat des collectivités locales : une dynamique réelle

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE (en Md€ courants)



Des besoins d'investissement supérieurs à 11 Md€/an d'ici 2030

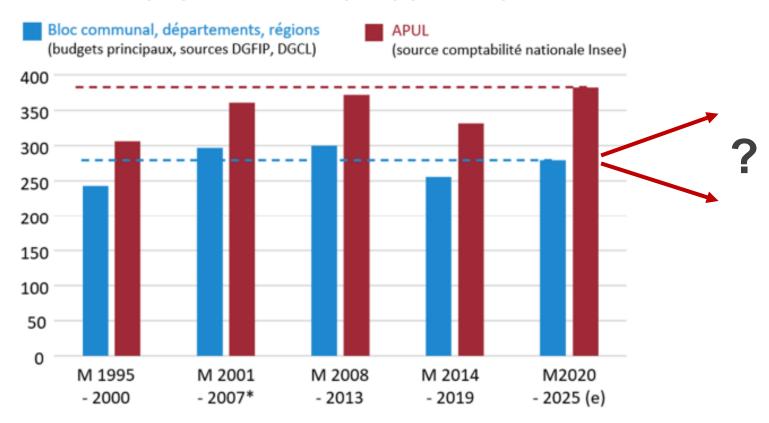


Quatre grands leviers de financement, à actionner simultanément

Scénarios	Freins et conditions à la mise en œuvre
Dette	 Trajectoire des finances locales dans les documents programmatiques de l'État Appétit des élus locaux pour la dette Disponibilité et coûts du crédit
Redirection	 Mieux connaître les dépenses « vertes » et « brunes » des collectivités Évaluer le potentiel de réorientation des dépenses « brunes » Efficacité de la dépense locale et débat sur ce qui peut être décalé / reporté au nom du climat
État	 Évaluer l'impact incitatif réel des dotations versées Penser le soutien aux collectivités aussi en fonctionnement Intégrer de la pluriannualité dans les engagements étatiques
Ressources propres	 Quelle équité pour le financement de la transition par le contribuable et l'usager locaux ? Conditions à la mobilisation accrue du fonds de roulement Articulation des impôts existants avec le ZAN

La question absente du débat sur les finances locales: quel profil d'investissement d'ici 2035 ?

Investissements cumulés par cycle de 6 ans, en Md€ à prix et population comparables

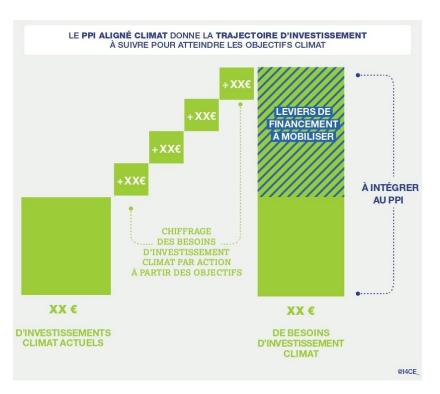


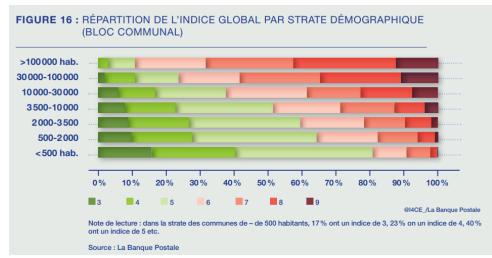
Sources : traitements OFGL à partir de l'INSEE, de la DGFIP, de la DGCL, de la Banque Postale. FBCF pour les APUL, dépenses d'équipements pour dépenses budgétaires des collectivités.

^{*} Equivalent sur 6 années du mandat de 7 ans.

Territorialiser la planification : assumer la différence ?

Toutes les collectivités n'ont pas un « mur » dressé à la même hauteur... vrai pour la transition, encore plus pour l'adaptation sans doute...





... et toutes n'ont pas les mêmes capacités de financement.

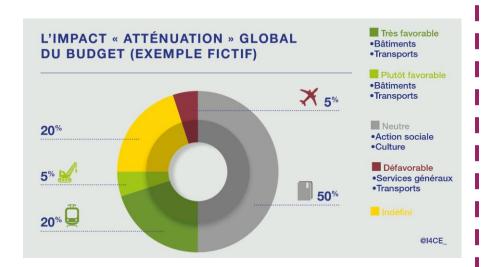
=> A chacun selon ses besoins et ses capacités ?

Budgets Verts / Annexe Vertes / PPI alignés climat



Le **budget vert** est un **état des lieux** qui donne là où en est la collectivité aujourd'hui.

Il est désormais **obligatoire** pour les collectivités de plus de 3 500 habitants d'annexer à leur budget de fin de gestion un document qui présente **l'impact environnemental de leurs dépenses d'investissement** (décret publié)

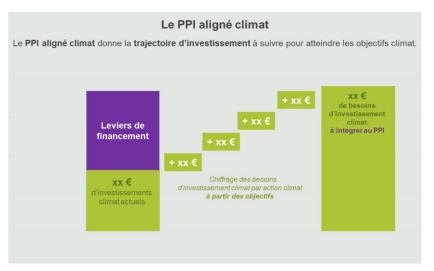




Le **plan de financement** chiffre les besoins budgétaires nécessaires pour atteindre les objectifs climat, c'est la **cible** à atteindre.



Publication le 24 juin 2025!



Des ressources disponibles gratuitement pour en savoir plus

Pourquoi?

Comment?



Synthèse pour décideurs



Quelles étapes ?
Comment faire ?



<u>Guide</u> <u>méthodologique</u>



Concrètement, comment mener l'analyse ?



2 cahiers techniques:

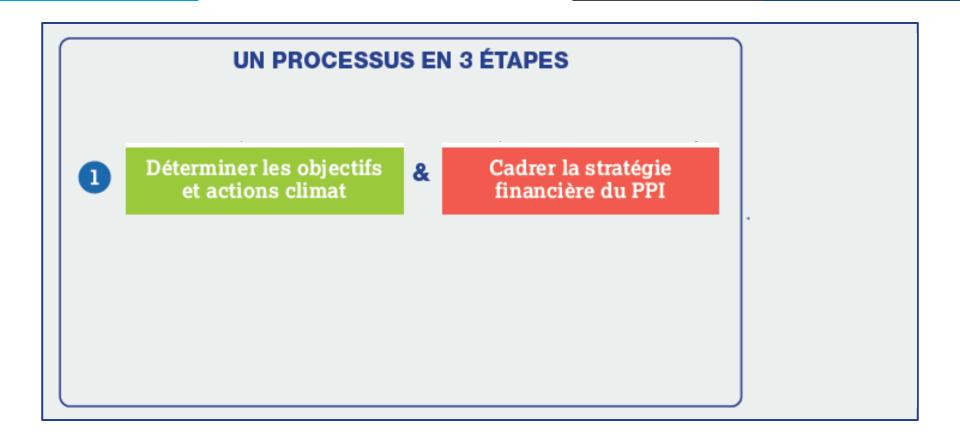
Atténuation

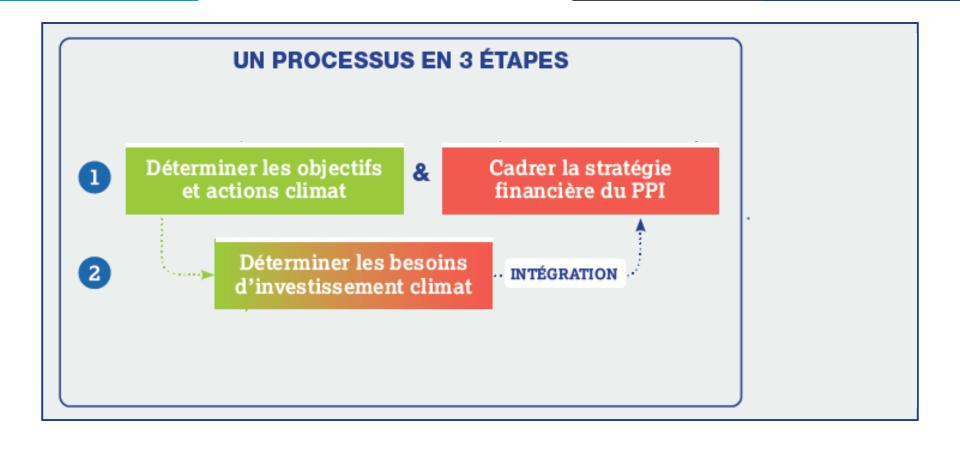


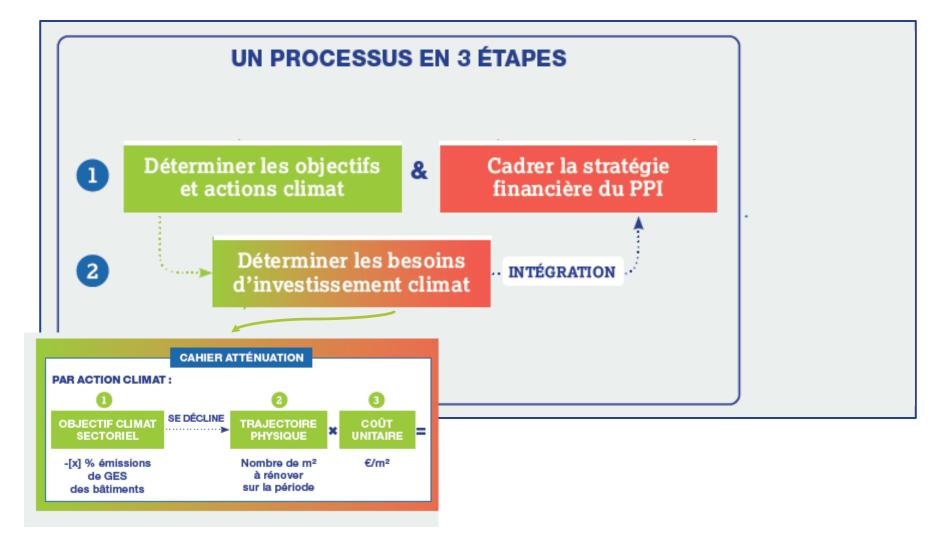


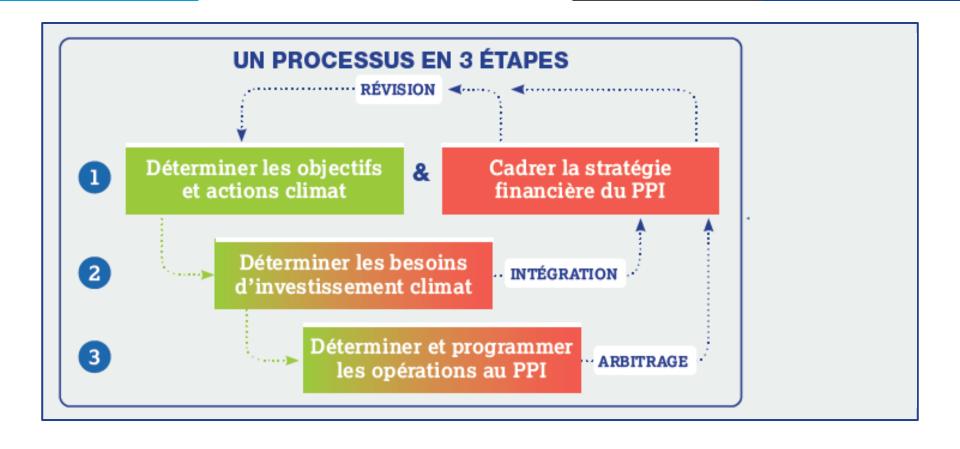


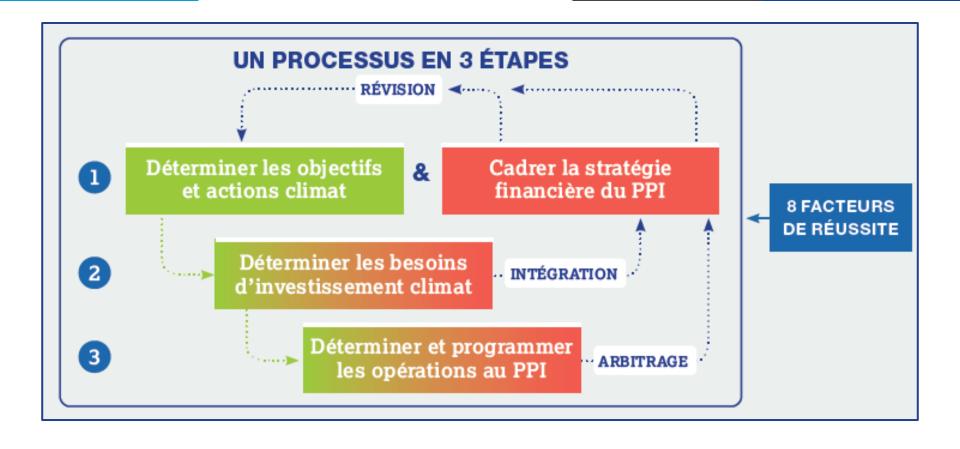












8 FACTEURS DE REUSSITE

- #1 Engager la collectivité dans l'élaboration d'un PPI comme outil de pilotage stratégique
- #2 Avoir une stratégie climat traduite en besoins d'investissement climat pour la collectivité
- #3 Faire de la stratégie climat un élément de cadrage du PPI
- #4 Assurer et transversaliser la prise en compte du climat par une gouvernance associée au PPI aligné climat
- #5 Construire les opérations composant le PPI en cohérence avec la stratégie climat
- #6 Mettre en adéquation les capacités financières avec les besoins de financement du PPI aligné climat
- #7 Prendre en compte les conséquences des arbitrages sur les stratégies climat et financière
- #8 Veiller à la bonne réalisation des investissements climat prévus





Manual Actions the for Clinate Rononics Sold Paris On Contact Of Action on Contact Of Action on Contact Of Action of Contact Of Contact Of Action of Contact Of







Merci pour votre participation

Francois.thomazeau@i4ce.org